DEMANDE DE CONGÉ POUR LA GARDE D'UN ENFANT Á LA SUITE DE LA FERMETURE D'UNE INSTITUTION EN RAISON D'UNE MESURE CORONA

A QUOI SERT CE DOCUMENT ?

Jusqu'au 31 décembre 2022, le travailleur peut demander des allocations de chômage temporaire pour force majeure pour la garde d'un enfant avec qui il cohabite et qui ne peut pas aller à la crèche, à l'école ou au centre d'accueil pour personnes handicapées en raison de sa fermeture à la suite d'une mesure visant à limiter la propagation du coronavirus

Le travailleur doit en informer immédiatement son employeur en lui remettant ce document. Pour le travailleur concerné, l'employeur doit envoyer une notification électronique de chômage temporaire pour force majeure à l'ONEM, en précisant le motif de la force majeure. L'employeur doit également envoyer cette attestation à l'ONEM.

Le travailleur a droit à des allocations de chômage temporaire pour force majeure pour la période concernée par ce document, limitée aux jours où il assure la garde de l'enfant, pour autant qu'il remplisse les conditions. Le travailleur doit éventuellement introduire une demande d'allocations de chômage temporaire. Pour ce faire, il est préférable qu'il prenne contact avec son organisme de paiement ou qu'il lise la feuille info T3 disponible sur le site www.onem.be.

Attention : Plusieurs personnes peuvent faire usage de ce droit mais pas simultanément.

PARTIE A – À compléter par l'institution

RUBRIQUE 1 – Données relatives à l'école / à la crèche / au centre d'accueil pour personnes handicapées / au service intramural ou extramural pour personnes handicapées organisé ou agréé par les Communautés et à l'enfant

Cochez la case qui convient et complétez les données.

- Nom École :
- Crèche :
- Centre d'accueil pour personnes handicapées :
- Service intramural ou extramural pour personnes handicapées organisé ou agréé par les Communautés :

Adresse :

.....

Personne de contact :

Numéro de téléphone :

E-mail :

Nom de l'enfant pour lequel l'attestation est délivrée :

numéro NISS de l'enfant ____ / ____ - ____

RUBRIQUE 2 – Raison pour laquelle l'enfant ne peut pas se rendre dans l'institution

Cochez la case qui convient et complétez les données.

- L'institution est complètement fermée.
(S'il s'agit d'une fermeture générale, par ex. prolongation des vacances scolaires, imposée par les autorités, l'institution ne doit pas compléter cette attestation si l'employeur ne le demande pas.)
- L'institution est partiellement fermée. La fermeture concerne la classe de l'enfant ou la section d'une crèche ou d'un centre d'accueil pour personnes handicapées où l'enfant est gardé.
- L'enfant est soumis à un régime d'enseignement à distance.
- Le service ou traitement intramural ou extramural pour personnes handicapées est interrompu.

RUBRIQUE 3 – Période durant laquelle l'enfant ne peut pas se rendre dans l'institution ou durant laquelle l'enseignement à distance est organisé ou durant laquelle le service ou le traitement intramural ou extramural pour personnes handicapées est interrompu

La fermeture complète ou partielle ou le système d'enseignement à distance ou l'interruption du service ou traitement intramural ou extramural pour personnes handicapées concerne la période allant

du ___ / ___ / _____ au ___ / ___ / _____ inclus.

En cas d'enseignement à distance, indiquez les jours où l'enseignement à distance est d'application. :

.....
.....
.....

Je certifie que mes déclarations sont sincères et complètes.

Date : ___ / ___ / _____

Signature du responsable

Cachet

PARTIE B – A compléter par le travailleur : demande de congé pour la garde de l'enfant

Je, soussigné(e), (nom et prénom),

numéro NISS _____ / _____ - _____ (votre numéro NISS figure au verso de votre carte d'identité)

déclare cohabiter (*) avec l'enfant mentionné ci-dessus et demande à mon employeur un congé pour la garde de cet enfant pour la période allant du ___ / ___ / _____ au ___ / ___ / _____ inclus.

Pour les jours suivants :

(*) L'on entend également par là, la situation de l'hébergement alterné. Le congé peut uniquement être demandé pour les jours durant lesquels le travailleur cohabite effectivement avec l'enfant.

L'enfant est mineur : OUI NON

Êtes-vous le seul cohabitant de l'enfant qui fait usage de ce droit pour la même période ? OUI NON

Je certifie que mes déclarations sont sincères et complètes.

Date : ___ / ___ / _____

Signature du travailleur